SEANCE DU 30 JUIN 2008

PRESENTS :

*M. M. MOTTARD, Bourgmestre-Président ;
M. J. VOETS, Mme A. QUARANTA, M. G. VALLEE, Melle M. MAES, Mme P. MARTIN et
M. D. PARENT, Echevins ;
M. de GRADY de HORION, M. ALBERT, M. REMONT, Mme PIRMOLIN, Mme ANDRIANNE,
M. IACOVODONATO, Mme VELAZQUEZ, Mme CAROTA, M. LABILE, M. DUBOIS,
Melle COLOMBINI, M. GROOTEN, M. LEDOUBLE, M. LONGREE, Mme BERTRAND,
M. DEMOLIN, M. GIELEN, Mme CALANDE et M. FALCONE,
Conseillers communaux ;
M. J-M. LERUITTE, Secrétaire communal.*

EXCUSE :

M. BLAVIER, Conseiller communal.

EN COURS DE SEANCE :

- *M. ALBERT quitte momentanément la séance durant le point 5 de l'ordre du jour.*
- *M. REMONT quitte momentanément la séance durant les points 8 à 11 de l'ordre du jour.*

ORDRE DU JOUR

SEANCE PUBLIQUE

1. *Modification du règlement de taxe sur la délivrance de documents administratifs.*
2. *Compte communal pour l'exercice 2007 et bilan comptable arrêté au 31.12.2007.*
3. *Modifications budgétaires communales numéros 1 et 2 pour l'exercice 2008.*
4. *Informatisation des services. Marché relatif à la fourniture de matériel informatique pour les services administratifs. Cahier spécial des charges.*
5. *Modifications de l'ordonnance générale de police administrative.*
6. *Agréation du Plan Général d'Urgence et d'Intervention Communal (PGUIC).*
7. *Adhésion de la Commune au Cercle Géohistorique de la Hesbaye Liégeoise ASBL. Cotisation. Représentation.*
8. *Modification budgétaire numéro 1 de la Fabrique d'église Saint-Joseph, de Ruy, pour l'exercice 2008.*
9. *Remplacement d'un membre du Conseil de l'Action Sociale.*
10. *Modification budgétaire numéro 1 du Centre Public d'Action Sociale local pour l'exercice 2008.*
11. *Souscription de parts au capital C de l'Association Intercommunale pour le Démergement et l'Épuration des communes de la Province de Liège SCRL (A.I.D.E.)*
- 11A. **Point supplémentaire.** *Correspondance du groupe Ecolo- Allongement de la piste de l'aéroport. Nuisances.*
- 11B. **Point d'urgence.** *Assainissement des anciens sanitaires de l'école communale Julie et Melissa, Implantation de la rue Méan avec réadaptation des lieux en un coin repas – Lot I – Gros-Œuvre. Approbation du dossier.*
- 11C. **Point d'urgence.** *Assainissement des anciens sanitaires de l'école communale Julie et Melissa, Implantation de la rue Méan avec réadaptation des lieux en un coin repas – Lot II – Chauffage – Ventilation – Sanitaire. Approbation du dossier.*
- 11D. **Point d'urgence.** *Assainissement des anciens sanitaires de l'école communale Julie et Melissa, Implantation de la rue Méan avec réadaptation des lieux en un coin repas – Lot III – Electricité. Approbation du dossier.*
- 11E. **Point d'urgence.** *Marché relatif à la construction d'un bassin d'orage rue de la source.*

SEANCE A HUIS CLOS

12. *Constitution d'une réserve de recrutement aux fonctions de Receveur communal.*

13. *Nomination d'un Receveur communal à titre définitif.*
14. *Ratification de la désignation de membres temporaires du personnel enseignant communal.*
15. *Réduction de la carrière professionnelle à un 4/5^{ème} temps d'une institutrice maternelle définitive.*
16. *Mise en disponibilité pour cause de maladie d'une institutrice maternelle définitive.*

SEANCE PUBLIQUE

17. *Fixation du cautionnement du Receveur communal.*
17A. **Point d'urgence.** *Prise de cours de la nomination du secrétaire communal à titre définitif.*

PREAMBULE

M. le Bourgmestre sollicite l'accord des membres de l'assemblée afin de modifier l'ordre du jour et de débiter la séance par l'examen du point 6 ce, pour des raisons logistiques puisqu'un exposé est prévu. Les membres de l'Assemblée acceptent à l'unanimité.

POINT 6 : AGREATION DU PLAN GENERAL D'URGENCE ET D'INTERVENTION COMMUNAL (PGUIC).

M. Pierre KASPERS, Commissaire à la Zone de Police locale et désigné par M. le Bourgmestre en qualité de planificateur d'urgence, expose le plan dont question.

Le Conseil communal,

Vu la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile ;
Vu l'arrêté royal du 16 février 2006 relatif aux plans d'urgence et d'intervention ;
Vu la circulaire ministérielle NPU-1 relative aux plans d'urgence et d'intervention ;
Considérant qu'en application des mesures réglementaires, il convient d'établir un plan d'urgence et d'intervention qui prévoit les mesures à prendre et l'organisation des secours en cas d'évènements calamiteux, de catastrophes ou de sinistres ;
Considérant que le plan susvisé comprend trois plans monodisciplinaires, à savoir, ceux d'intervention psychosociale (D2), d'intervention policière (D3) et de communication (D5) ;
Considérant que dans ce contexte, une Cellule de sécurité a été mise en place par M. le Bourgmestre ; qu'un planificateur d'urgence a été désigné ;
Considérant que les membres de la Cellule de sécurité ont réalisé les plans susdits chacun pour sa discipline ce, de concert avec le planificateur d'urgence ;
Considérant qu'il convient d'agréer ce plan afin qu'il puisse être approuvé par M. le Gouverneur de la Province de Liège ;
Après avoir entendu l'exposé de M. le Bourgmestre ;
Après avoir entendu celui du planificateur d'urgence ;
Sur proposition du Collège communal ;
A l'unanimité ;
AGREE le Plan Général d'Urgence et d'Intervention Communal ainsi que ses annexes en ce compris les plans D2, D3 et D5.

POINT 1 : MODIFICATION DU REGLEMENT DE TAXE SUR LA DELIVRANCE DE DOCUMENTS ADMINISTRATIFS.

Le Conseil communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et, notamment, son article L1122-30 ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement des taxes communales ;

Vu la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, telle que modifiée par la loi du 15 septembre 2006 et par la loi du 25 avril 2007 ;

Vu la décision du Conseil des Ministres du 1^{er} février 2008 concernant la généralisation des cartes électroniques pour étrangers ;

Considérant que la délivrance de documents administratifs de toute espèce entraîne de lourdes charges pour la Commune et qu'il est indiqué de réclamer une taxe aux bénéficiaires ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Sur la proposition du Collège communal ;

Après en avoir délibéré ;

A l'unanimité ;

DECIDE de remplacer le contenu du règlement de taxe sur la délivrance de documents administratifs par les dispositions suivantes :

ARTICLE 1 : Il est établi, pour une période expirant le 31 décembre 2012, une taxe communale sur la délivrance, par l'Administration communale, de documents administratifs. La taxe est due par la personne à laquelle le document est délivré, sur demande ou d'office.

ARTICLE 2 : Le montant de la taxe est fixé comme ci-dessous ; cependant, il sera majoré au prorata des sommes réclamées par le Ministère de l'Intérieur et de la Fonction Publique pour la fourniture des documents délivrés.

1. RENOUVELLEMENT DE PIECES D'IDENTITE DELIVREES AUX ENFANTS DE MOINS DE 12 ANS :

- 0,40 € pour une pièce d'identité accompagnée d'une pochette en matière plastique.
- 0,25 € pour une pièce d'identité seule, quand est présentée une pochette en matière plastique délivrée antérieurement.

2. CARTE D'IDENTITE ELECTRONIQUE DE BELGE DELIVREE AUX PERSONNES DE 12 ANS ET PLUS :

- 4,00 € pour la première
- 4,00 € pour un premier duplicata
- 8,00 € pour un second duplicata
- 16,00 € pour un troisième duplicata.

A ces taux sera additionné le prix de revient de la carte à rembourser à l'Etat.

3. TITRE DE SEJOUR POUR ETRANGER :

Dans un souci d'uniformisation, le taux de la taxe à percevoir au bénéfice de la Commune lors de la délivrance des différents titres de séjour aux personnes immigrées est fixé comme suit :

a) Délivrance de titres de séjour, tels que attestation d'immatriculation, certificat d'inscription au registre des étrangers, cartes d'identité jaunes pour étrangers : 5,00 €.

La taxe n'est pas applicable lors de la prorogation de validité de ces titres, lorsqu'elle est prévue.

b) En cas de délivrance de duplicata, les taux applicables sont identiques à ceux repris au point 4. ci-dessous.

4. CARTE D'IDENTITE ELECTRONIQUE POUR ETRANGER DELIVREE AUX PERSONNES DE 12 ANS ET PLUS :

- 4,00 € pour la première
- 4,00 € pour un premier duplicata
- 8,00 € pour un second duplicata
- 16,00 € pour un troisième duplicata.

A ces taux sera additionné le prix de revient de la carte à rembourser à l'Etat.

5. CARNET DE MARIAGE : (y compris la fourniture du carnet ainsi que le droit d'expédition ou la taxe communale sur la délivrance du certificat de mariage mais non compris le coût du timbre fiscal "Etat")

- 2,25 € pour un carnet de type "ordinaire"
- 6,20 € pour un carnet de type "luxe"

6. PERMIS DE TRAVAIL (délivré au travailleur de nationalité étrangère) :

- 1,25 € quelle que soit la durée de validité du permis.

7. AUTRES DOCUMENTS OU CERTIFICATS DE TOUTE NATURE, EXTRAITS, COPIES, LEGALISATION DE SIGNATURES, VISAS POUR COPIES CONFORMES, AUTORISATIONS, ETC....

- 1,50 € pour un exemplaire unique ou pour le premier exemplaire ;
- 0,60 € pour tout exemplaire délivré en même temps que le premier.

8. PASSEPORTS :

- 5,00 € pour tout nouveau passeport.

9. COPIE DE DOCUMENTS DIVERS AUTRES QUE CEUX VISES AUX POINTS 1 A 8 DU PRESENT ARTICLE : 0,10 € par copie.

ARTICLE 3 : Inscription au tableau des titulaires de la profession de comptable : 12,40 €.

ARTICLE 4 : La taxe est perçue lors de la délivrance du document. Le paiement est constaté par l'apposition sur le document délivré d'un timbre adhésif indiquant le montant perçu.

ARTICLE 5 : Sont exonérés de la taxe :

- a) les documents qui doivent être délivrés gratuitement par l'Administration communale en vertu d'une Loi, d'un Arrêté Royal ou d'un règlement quelconque de l'autorité ;
- b) les documents délivrés à des personnes indigentes ; l'indigence est constatée par toute pièce probante ;
- c) les autorisations relatives à des manifestations religieuses ou politiques ;
- d) les autorisations concernant les activités qui, comme telles, font déjà l'objet d'une imposition ou d'une redevance au profit de la Commune ;
- e) les documents ou renseignements communiqués par la Police communale aux sociétés d'assurances et relatifs à la suite intervenue en matière d'accidents survenus sur la voie publique ;
- f) les autorités judiciaires, les administrations publiques et les institutions assimilées, de même que les établissements d'utilité publique.

ARTICLE 6 : Sans préjudice aux dispositions de l'article 2, la taxe n'est pas applicable à la délivrance de documents qui, en vertu d'une Loi, d'un Arrêté Royal ou d'un règlement de l'autorité, sont déjà soumis au paiement d'un droit au profit de la Commune.

Exception est faite pour les droits revenant d'office aux communes, lors de la délivrance de passeports, et qui sont prévus dans l'arrêté royal du 31 juillet 2004 modifiant les tarifs annexés à la loi du 30 juin 1999 portant le tarif des taxes consulaires et des droits de chancellerie.

ARTICLE 7 : La taxe est payable au comptant.

ARTICLE 8 : A défaut de paiement au comptant, le contribuable sera repris au rôle de la taxe dressé et rendu exécutoire par le Collège communal. Dans ce cas, la taxe sera immédiatement exigible.

ARTICLE 9 : Le redevable de la présente imposition peut introduire auprès du Collège communal une réclamation faite par écrit, motivée et remise ou présentée par envoi postal dans les six mois à dater du paiement au comptant ou de la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

ARTICLE 10 : La présente délibération sera transmise simultanément au Collège provincial et au Gouvernement Wallon. Ce règlement deviendra obligatoire le jour de la publication de la présente décision dûment approuvée par la tutelle.

**POINT 2 : COMPTE COMMUNAL POUR L'EXERCICE 2007 ET BILAN COMPTABLE
ARRETE AU 31 DECEMBRE 2007.**

1/ COMPTE COMMUNAL POUR L'EXERCICE 2007.

Le Conseil communal,

Vu l'article L1312-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le Règlement général de la comptabilité communale en exécution de l'article L1315-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu le compte communal pour l'exercice 2007 ;

Considérant qu'aucun des membres de l'assemblée n'a demandé un vote séparé sur un ou plusieurs articles du dit compte ;

A l'unanimité ;

ARRETE le compte communal de l'exercice 2007 présenté comme suit :

LIBELLES	SERVICE ORDINAIRE	SERVICE EXTRAORDINAIRE
Droits constatés nets	20.267.700,11 euros	3.917.495,69 euros
Imputations comptables	- 18.520.803,06 euros	- 2.034.902,04 euros
RESULTATS	+ 1.746.897,05 euros Boni.	+ 1.882.593,65 euros Boni.

2/ BILAN COMPTABLE ARRETE AU 31 DECEMBRE 2007.

Le Conseil communal,

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le Règlement général de la comptabilité communale en exécution de l'article L1315-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu les rapport, bilan et comptes annuels de l'exercice 2007 présentés par Monsieur le Receveur communal faisant fonction eu égard aux dispositions légales précitées ;

Après avoir entendu Monsieur l'Echevin des Finances en son rapport sur le présent objet ;

Après en avoir discuté ;

A l'unanimité ;

APPROUVE, à la date du 31 décembre 2007, le bilan proposé par le Collège communal dans le cadre de la nouvelle comptabilité communale et arrêté au chiffre de **69.908.213,19 euros** tant à l'actif qu'au passif du document dont question.

POINT 3 : MODIFICATIONS BUDGETAIRES COMMUNALES NUMEROS 1 ET 2 POUR L'EXERCICE 2008.

M. le Bourgmestre revient sur la discussion avec M. FALCONE qui espérait un débat sur des choix de nouveaux investissements suite à la réforme du Fonds des communes. Il souligne que les marges budgétaires espérées par tous risquent de ne pas se concrétiser.

Mme PIRMOLIN souligne l'augmentation du poste Intradel et souhaite connaître la position communale fasse au traitement des déchets.

M. le Bourgmestre l'informe qu'il était trop tard pour entrer dans le nouveau système proposé par Intradel et que le contrat actuel de ramassage des immondices est conclu jusqu'à fin 2009. Il précise que la Commune aura encore l'occasion d'entrer dans le nouveau système et que l'on recueille actuellement les informations nécessaires afin de faire le meilleur choix pour l'avenir.

Le Conseil communal,

Vu le budget communal relatif à l'exercice 2008 tel qu'arrêté par le Conseil communal le 25 février 2008 et approuvé par le Collège provincial de Liège le 3 avril 2008 ;

Considérant que pour des motifs indiqués aux tableaux reproduits d'autre part, certaines allocations prévues aux services ordinaire et extraordinaire dudit budget communal doivent être adaptées ;

Considérant qu'aucun membre de l'Assemblée ne souhaite un vote séparé sur un ou plusieurs crédits budgétaires modifiés ;

Par 21 voix pour et 5 abstentions (M.de GRADY de HORION, Mme PIRMOLIN, Mme ANDRIANNE, M. DUBOIS, Mme CALANDE) ;

DECIDE :

1/ LE SERVICE ORDINAIRE DU BUDGET COMMUNAL POUR L'EXERCICE 2008

est modifié conformément aux indications portées aux tableaux précités et le nouveau résultat dudit service ordinaire est arrêté aux chiffres figurant au tableau repris ci-après :

BALANCE DES RECETTES ET DES DEPENSES.

RUBRIQUES	Selon la présente délibération		
	<u>RECETTES</u>	<u>DEPENSES</u>	<u>SOLDE</u>
D'après le budget initial	20.583.357,64 €	19.505.324,55 €	+ 1.078.033,09 €
Augmentation de crédit (+)	483.438,14 €	373.496,05 €	+ 0,00 €
Diminution de crédit (-)	173.155,31 €	37.442,52 €	- 25.770,70 €
NOUVEAU RESULTAT	20.893.640,47 €	19.841.378,08 €	+ 1.052.262,39 €

2/ LE SERVICE EXTRAORDINAIRE DU BUDGET COMMUNAL POUR

L'EXERCICE 2008 est modifié conformément aux indications portées aux tableaux précités et le nouveau résultat dudit service extraordinaire est arrêté aux chiffres figurant au tableau repris ci-après :

BALANCE DES RECETTES ET DES DEPENSES.

RUBRIQUES	Selon la présente délibération		
	<u>RECETTES</u>	<u>DEPENSES</u>	<u>SOLDE</u>
D'après le budget initial	6.254.987,98 €	6.145.301,97 €	+ 109.686,01 €
Augmentation de crédit (+)	2.031.498,64 €	1.720.767,40 €	+ 310.731,24 €
Diminution de crédit (-)	115.024,44 €	115.024,44 €	0,00 €
NOUVEAU RESULTAT	8.171.462,18 €	7.751.044,93 €	+ 420.417,25 €

POINT 4 : INFORMATISATION DES SERVICES. MARCHE RELATIF A LA FOURNITURE DE MATERIEL INFORMATIQUE POUR LES SERVICES ADMINISTRATIFS. CAHIER SPECIAL DES CHARGES.

Mme PIRMOLIN souhaite connaître la destination des ordinateurs.

M. LEDOUBLE l'informe que ceux-ci seront répartis dans différents services afin, d'une part, de remplacer les anciens et, d'autre part, d'équiper les nouveaux agents.

Mme ANDRIANNE souhaite, lorsque c'est possible, que l'on utilise davantage les marchés conclus par le M.E.T., suite à l'adoption de la convention.

Le Conseil communal,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1^o a ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 2;

Vu le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant que M. VANGENECHTEN a établi un cahier des charges N° INF/1 pour le marché ayant pour objet "Fourniture de matériel informatique pour les services administratifs. ";

Considérant que ce marché est divisé en lots:

- Lot 1: PC , estimé à 6.600,00 € hors TVA ou 7.986,00 €, 21 % TVA comprise ;
- Lot 2: Ecrans, estimé à 3.060,00 € hors TVA ou 3.702,60 €, 21 % TVA comprise ;
- Lot 3: Logiciels , estimé à 2.640,00 € hors TVA ou 3.194,40 €, 21 % TVA comprise ;
- Lot 4: Imprimantes laser monochrome , estimé à 1.200,00 € hors TVA ou 1.452,00 €, 21 % TVA comprise ;
- Lot 5: Imprimantes jet d'encre couleurs , estimé à 350,00 € hors TVA ou 423,50 €, 21 % TVA comprise;
- Lot 6: Système de protection pare-feu, estimé à 1.400,00 € hors TVA ou 1.694,00 €, 21 % TVA comprise ;

Considérant que, pour le marché ayant pour objet "Fourniture de matériel informatique pour les services administratifs. ", le montant estimé s'élève à 15.250,00 € hors TVA ou 18.452,50 €, 21 % TVA comprise;

Considérant qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au service ordinaire de l'exercice 2008, article 1400/742-53 ;

Sur proposition du Collège communal ;

A l'unanimité,

DECIDE :

Article 1^{er} : D'approuver le cahier des charges N°. INF/1 et le montant estimé du marché ayant pour objet "Fourniture de matériel informatique pour les services administratifs", établis par le M. VANGENECHTEN, Employé d'administration. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant est estimé à 15.250,00 € hors TVA ou 18.452,50 €, 21 % TVA comprise.

Le marché est divisé en lots:

- Lot 1: PC estimé à 6.600,00 € hors TVA ou 7.986,00 €, 21 % TVA.C. ;
- Lot 2: Ecrans estimés à 3.060,00 € hors TVA ou 3.702,60 €, 21 % TVA.C. ;
- Lot 3: Logiciels estimés à 2.640,00 € hors TVA ou 3.194,40 €, 21 % TVA.C. ;
- Lot 4: Imprimantes laser monochrome estimées à 1.200,00 € hors TVA ou 1.452,00 €, 21 % TVA.C. ;
- Lot 5: Imprimantes jet d'encre couleurs estimées à 350,00 € hors TVA ou 423,50 €, 21 % TVA.C. ;
- Lot 6: Système de protection pare-feu estimé à 1.400,00 € hors TVA ou 1.694,00 €, 21 % TVA.C. ;

Article 2 : Le marché précité est attribué par procédure négociée sans publicité.

Article 3 : Le marché dont question à l'article 1 sera financé au service extraordinaire de l'exercice 2008, article 10400/742-53.

Article 4 : Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

POINT 5 : MODIFICATIONS DE L'ORDONNANCE GENERALE DE POLICE ADMINISTRATIVE.

1/ DISPOSITIONS INHERENTES AUX ACCIDENTS PROVOQUES PAR L'INHALATION DE GAZ DE BRIQUET).

Le Conseil communal,

Vu les articles 119 et 135 § 2 de la nouvelle loi communale ;

Vu les articles L 1122-30, L1122-32, L1122-33, L1131-1, L 1133-1 et L 1133-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu la loi du 20 juillet 2005 portant des dispositions diverses ;

Attendu qu'il importe à l'Autorité communale de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment, du point de vue des dérangements publics et de la sécurité et qu'il convient de punir certains comportements ;

Attendu que récemment, des accidents graves se sont produits avec des adolescents qui ont été grièvement brûlés en inhalant du gaz de briquet ;

Attendu qu'il convient impérativement d'empêcher la survenance de nouveaux accidents de ce genre ;

Attendu que la Commune a, par le biais de son ordonnance générale de police administrative, la possibilité de sanctionner financièrement les contrevenants à celle-ci ;

Attendu qu'il importe de prendre rapidement les mesures coercitives qui s'imposent ;

Après avoir entendu l'exposé de M. le Bourgmestre ;

Sur proposition du Collège communal ;

A l'unanimité ;

ARRETE :

Un chapitre nouveau (chapitre XII) est ajouté à l'ordonnance générale de police administrative votée le 11 septembre 2006.

Son article unique est ainsi rédigé :

« La vente de briquets au gaz et bonbonnes de recharge est interdite aux mineurs de moins de seize ans.

Les objets vendus pourront être saisis administrativement par la Police locale ; une amende administrative allant de 60,00 à 125,00 € sanctionnera le contrevenant.

En cas de récidive, le montant de l'amende sera porté à 250,00 €. »

2/ DISPOSITIONS INHERENTES A L'UTILISATION D'APPAREILS « MOSQUITO.

Le Conseil communal,

Vu les articles 119 et 135 § 2 de la nouvelle loi communale ;

Vu les articles L 1122-30, L1122-32, L1122-33, L1131-1, L 1133-1 et L 1133-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu la loi du 20 juillet 2005 portant des dispositions diverses ;

Attendu qu'il importe à l'Autorité communale de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment, du point de vue des dérangements publics et de la sécurité et qu'il convient de punir certains comportements ;

Considérant qu'à ce titre, il appartient, notamment, aux communes de veiller à la santé publique ;

Considérant qu'un système pouvant être qualifié « d'anti-jeunes » fait son apparition sur le territoire belge ;

Considérant que ce système émet des ultrasons de l'ordre de 17.000 à 18.000 hertz, uniquement perceptibles par les jeunes adolescents ;

Considérant qu'il est fait état de toxicité pour l'oreille interne, d'altération de l'audition d'autant plus marquée que la personne exposée est jeune et de maux de tête ;

Considérant l'obligation pour une autorité administrative en charge de la préservation de la santé publique d'avoir égard au principe de précaution ;

Considérant que ce principe peut se définir comme étant celui selon lequel des mesures de précaution peuvent être prises en situation d'incertitude ou d'ignorance scientifique lorsque des dommages graves ou irréversibles sont pressentis ;

Vu à cet égard, l'avis rendu par le Conseil fédéral du Développement durable sur la communication de la Commission européenne sur le recours au principe de précaution ;

Attendu que l'application de ce principe est préconisée par l'Organisation Mondiale de la Santé comme par le Conseil d'Etat ;

Considérant que le recours à la précaution suppose que l'on ne possède pas une connaissance parfaite du danger potentiel sur la santé des personnes exposées ;

Considérant qu'en l'absence de certitude scientifique, il convient de prendre des mesures de précaution de nature à préserver la santé publique ;

Considérant qu'il convient de veiller au maintien d'un équilibre acceptable entre un niveau de protection de la santé suffisant et un niveau de risque acceptable par la société ;

Considérant que ce choix d'un niveau de protection et de risque acceptable s'accompagne de la détermination de priorités ;

Considérant que la priorité des autorités communales est de veiller à préserver la santé publique et donc de faire droit au principe de précaution ;

Considérant qu'en l'absence de certitude scientifique quant à l'absence d'effet préjudiciable sur la santé, il convient de prendre les mesures préventives nécessaires ;

Attendu que ce système contrevient aux articles 2, 3 et 19 de la Convention internationale des droits de l'enfant que la Belgique a ratifiée ;

Considérant par ailleurs que l'usage d'un tel procédé à l'encontre d'une catégorie bien déterminée de la population, à savoir les jeunes, témoigne d'une forme de discrimination teintée de préjugé quant à la présence nuisible ou tout simplement non souhaitée d'une population jeune à un endroit déterminé, à fortiori s'agirait-il du domaine public ;

Considérant qu'un tel procédé stigmatisant les jeunes est de nature à susciter des réactions négatives, voire du tumulte et donc de troubler la tranquillité publique ;

Attendu que la Commune a, par le biais de son ordonnance générale de police administrative, la possibilité de sanctionner financièrement les contrevenants à ladite ordonnance ;

Attendu qu'il importe de prendre rapidement les mesures coercitives qui s'imposent ;

Après avoir entendu l'exposé de M. le Bourgmestre ;

Sur proposition du Collège communal ; A l'unanimité ;

ARRETE :

Article 1^{er} – L'utilisation d'un émetteur d'ultrasons implanté sur un bien public ou privé, dénommé « mosquito » ou tout procédé équivalent portant une autre appellation dans le but de dissuader une partie de la population à fréquenter un espace public ou privé, est interdit sur le territoire de la commune.

Article 2 – Un article 88bis est inséré au Livre III, chapitre I (lutte contre le bruit) de l'Ordonnance Générale de Police Administrative votée le 11 septembre 2006.

Sans préjudice des mesures d'office, une amende administrative d'un minimum de 60,00 € et d'un maximum de 125,00 € pourra être appliquée aux contrevenants au présent article.

En cas de récidive, le minimum est porté à 126,00 € et le maximum à 250,00 €.

POINT 7 : ADHESION DE LA COMMUNE AU CERCLE GEOHISTORIQUE DE LA HESBAYE LIEGEOISE ASBL. COTISATION. REPRESENTATION.

Le Conseil communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et, notamment, son article L 1122-34, § 2, en vertu duquel le Conseil communal nomme les membres de toutes les commissions qui concernent l'administration de la Commune ainsi que les représentants du Conseil communal dans les intercommunales et dans les autres personnes morales dont la Commune est membre ;

Vu le dossier lui présenté en 2006 et resoumis en 2007 par lequel le Cercle Géohistorique de la Hesbaye Liégeoise ASBL, dont le siège social est situé Clos Reine Astrid, 59, à 4000 Liège, sollicite de la Commune qu'elle adhère à ce groupement et désigne une personne pour la représenter en son sein ;

Attendu que le montant de la cotisation dont la Commune devra s'acquitter dans ce contexte est de 12,00 euros ;

Vu les buts poursuivis par l'ASBL concernée ;

Après avoir entendu l'exposé de M. le Bourgmestre sur le présent objet ;

A l'unanimité ;

DECIDE ;

1. d'adhérer au Cercle Géohistorique de la Hesbaye Liégeoise ASBL, en abrégé C.G.H.L., dont le siège social est situé Clos Reine Astrid, 59, à 4000 Liège ;
2. de s'y faire représenter par M. **GEMIS Philippe**, né à Montegnée, le 28 mai 1966, domicilié en la localité rue Forsvache, 45 B, membre de la Commission historique locale ;
3. de s'acquitter du paiement de la cotisation d'adhésion, soit 12,00 euros (pour l'année 2008), à verser sur le compte numéro 068-2283062-97 au nom de la Commune de Grâce-Hollogne.

CHARGE le Collège communal de finaliser la présente décision.

POINT 8 : MODIFICATION BUDGETAIRE NUMERO 1 DE LA FABRIQUE D'ÉGLISE SAINT-JOSEPH, DE RUY, POUR L'EXERCICE 2008.

Le Conseil communal,

Vu la modification budgétaire n° 1 pour l'exercice 2008 arrêtée par le Conseil de la Fabrique d'église Saint-Joseph, de Ruy, le 04 mars 2008 et déposée en seconde mouture après rectification le 10 juin 2008 auprès des services communaux ;

Attendu que deux imputations de crédit ont été opérées ;

Considérant que celles-ci maintiennent le budget initial en équilibre ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes ;

Vu le décret du 30 décembre 1809 organique des Fabriques d'église ;

Vu la circulaire du 19 août 1999 du Gouvernement provincial de Liège sur la comptabilité fabricienne ;

Attendu que le 6 juin 2008, le Conseil de fabrique adoptait une résolution par laquelle il décidait de consulter au moins 3 organismes financiers quant à la souscription d'un emprunt de 32.000,00 euros et, que selon les renseignements verbaux déjà obtenus de ceux-ci, il apparaît que les travaux d'égouttage de raccordement public des tuyaux de descente de la toiture et des installations sanitaires de l'édifice du culte ne peuvent être remboursés que sur un maximum de 10 ans ;

Attendu que cet emprunt sera contracté sous la garantie de bonne fin des deux Administrations communales de Grâce-Hollogne et Seraing ;

Attendu qu'après que les Autorités de tutelle se soient prononcées sur le présent dossier, la Fabrique d'église accomplira les formalités pour la souscription de l'emprunt dont question et constituera le dossier technique pour les travaux envisagés ce, dans le respect de la loi sur les marchés publics, de travaux, de fournitures et de services ;

Vu les pièces constitutives du dossier ;

Après avoir entendu l'exposé de M. l'Échevin des Finances ayant les Cultes dans ses attributions ;

Sur proposition du Collège communal ;

A l'unanimité ;

EMET UN AVIS FAVORABLE sur la modification budgétaire susvisée arrêtée comme suit :

CHAPITRE DU BUDGET	RECETTES	DEPENSES	SOLDE
Selon le budget initial	13.212,51 euros	13.212,51 euros	0 euro
Différence entre les augmentations et les diminutions des crédits.	+ 32.000,00 euros	+ 32.000,00 euros	0 euro
Nouveaux totaux	45.212,51 euros	45.212,51 euros	0 euro

EMET UN AVIS FAVORABLE sur la résolution du Conseil de Fabrique du 6 juin 2008.

CHARGE le Collège communal de finaliser ce dossier et de pallier l'insuffisance de crédit par le biais d'une prochaine modification budgétaire.

POINT 9 : REMPLACEMENT D'UN MEMBRE DU CONSEIL DE L'ACTION SOCIALE.

Le Conseil communal,

Vu la loi organique des Centres Publics d'Action Sociale du 8 juillet 1976, telle que modifiée et, plus particulièrement, ses articles 7, 8, 9, 14, 15 et 17 ;

Vu l'article 104 bis de la loi provinciale ;

Vu les articles L 4121-1 et L 4142-1 § 1^{er} du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu l'arrêté du 21 décembre 2006, réf. DGASS/Election C.A.S./29, par lequel le Collège provincial de Liège valide l'élection des membres du Conseil de l'Action Sociale ayant fait l'objet de la délibération du Conseil communal du 04 décembre 2006 ;

Vu la lettre du 14 mai 2008 par laquelle Mme. Jasmine BECKERS présente la démission de ses fonctions de Conseillère du Centre Public d'Action Sociale local ;

Vu le courrier entré à la Commune le 19 mai 2008 par lequel les représentants du groupe politique ECOLO proposent que Mme. J. BECKERS soit remplacée dans ses fonctions par Monsieur **Pé Giuliano**, né à Liège, le 02 juillet 1948, domicilié en la localité, rue Victor Hugo, 37 ;

Vu le document du 09 juin 2008 par lequel M. le Secrétaire communal atteste que M. **Pé** réunit les conditions d'éligibilité dont question à l'article 7 de la loi organique précitée ;

Vu les pièces constitutives du dossier ;

Après avoir entendu l'exposé de M. le Bourgmestre sur le présent dossier ;

PREND ACTE de la démission de Mme. Jasmine BECKERS en tant que Conseillère du CPAS local.

PREND CONNAISSANCE de l'acte par lequel le groupe politique ECOLO présente Monsieur **Pé Giuliano**, qui accepte, en tant que candidat pour remplacer la prénommée dans ses fonctions au sein du CPAS.

PREND ACTE que l'intéressé réunit toutes les conditions d'éligibilité dans ce contexte.

En conséquence, **DESIGNE** Monsieur **Pé** en tant que Conseiller de l'Action Sociale local en remplacement de Mme. J. BECKERS, démissionnaire.

PREND ACTE que la prestation de serment de M. **Pé** entre les mains de M. le Bourgmestre ne pourra être reçue qu'après validation par le Collège provincial de la présente décision.

POINT 10 : MODIFICATION BUDGETAIRE NUMERO 1 DU CENTRE PUBLIC D'ACTION SOCIALE LOCAL POUR L'EXERCICE 2008.

Le Conseil communal,

Vu la modification budgétaire n° 1 du Centre Public d'Action Sociale de Grâce-Hollogne pour l'exercice 2008 arrêtée par le Conseil de l'Action Sociale en séance du 27 mai 2008 et déposée le 02 juin 2008 à la Commune ;

Vu la loi organique des C.P.A.S. telle que modifiée ;

Considérant que certaines allocations prévues au budget doivent être révisées ;

A l'unanimité ;

APPROUVE la modification budgétaire n° 1 du Centre Public d'Action Sociale de Grâce-Hollogne pour l'exercice 2008 arrêtée par le Conseil de l'Action Sociale en séance du 27 mai 2008.

Le budget du CPAS est modifié conformément aux indications portées à la liste des articles budgétaires reprise d'autre part et le nouveau résultat du budget est dès lors arrêté aux chiffres figurant au tableau ci-après :

SERVICE ORDINAIRE.

RUBRIQUES	RECETTES	DEPENSES	SOLDE
Selon le budget initial	4.673.143,44 €	4.673.143,44 €	0,00 €
Augmentation de crédits	125.000,00 €	125.000,00 €	0,00 €
Diminution de crédits	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Nouveaux résultats	4.798.143,44 €	4.798.143,44 €	0,00 €

PREND ACTE de ce qu'aucune subvention communale supplémentaire n'est sollicitée par le Conseil de l'Action Sociale et que de ce fait, il n'a pas été nécessaire de tenir une réunion du Comité de Concertation. La subvention communale reste fixée à 1.604.007,41 euros.

POINT 11 : SOUSCRIPTION DE PARTS AU CAPITAL C DE L'ASSOCIATION INTERCOMMUNALE POUR LE DEMERGEMENT ET L'EPURATION DES

Le Conseil communal,

Vu la lettre du 16 mai 2008, réf. DP/RV/3567/2008, par laquelle l'Association Intercommunale pour le Démergement et l'Épuration des communes de la Province de Liège SCRL (A.I.D.E.), rue de la Digue, 25, à 4420 Saint-Nicolas, sollicite, en application du contrat d'agglomération signé entre elle et la Commune, la souscription par cette dernière de parts à son Capital C ce, en rémunération des apports relatifs aux travaux d'égouttage ayant fait l'objet d'un compte final approuvé par la Société Publique de la Gestion des Eaux (SPGE) en 2007 ;

Attendu qu'il s'agit en l'occurrence des travaux réalisés rues de la Station, Péry, Fonds d'Ivoz et de la Siroperie, en la localité, pour lesquels le montant de la part communale est de 309.492 euros hors TVA ; que celle-ci doit être libérée annuellement par vingtième, soit 15.474,60 euros à liquider au cours de l'exercice suivant celui de la souscription soit, comme proposé, le 30 juin à dater de l'exercice 2009 ;

Considérant que la Commune est affiliée à cette Association ;

Après avoir entendu l'exposé de M. le Bourgmestre ;

Sur la proposition du Collège communal ;

A l'unanimité ;

DECIDE de souscrire au capital C de l'Association Intercommunale pour le Démergement et l'Épuration des communes de la Province de Liège SCRL (A.I.D.E.), à concurrence de 309.492,00 euros hors TVA, libérable à raison d'un montant annuel de 15.474,60 euros.

CHARGE le Collège communal de poursuivre l'exécution de la présente résolution et, notamment, de prendre toutes dispositions nécessaires au niveau du budget communal pour l'exercice 2009 en vue de la libération de cette somme, pendant 20 ans et, pour la première fois, le 30 juin 2009.

POINT 11A. : POINT SUPPLEMENTAIRE SOLLICITE PAR LE GROUPE ECOLO RELATIF A L'ALLONGEMENT DE LA PISTE DE L'AEROPORT.

Correspondance du 16 juin 2008 de Mme Silvana CAROTA et M. Salvatore FALCONE, pour le groupe politique ECOLO – Lecture du point par M. FALCONE :

Nous avons pu constater ces derniers jours que les travaux préparatoires à l'allongement de la piste de l'aéroport ont débuté.

Les modifications de l'infrastructure existante devraient permettre l'arrivée de gros porteurs et par conséquent une sensible augmentation du trafic pour atteindre très vite 100 mouvements par nuits (chiffres annoncés pour 2008).

Nous sommes convaincus que l'augmentation du trafic et l'arrivée de ce type d'avion va amener des nuisances supplémentaires pour une population déjà éprouvée.

Ces changements nous permettent d'espérer que nos représentants au sein de la SOWAER exigent la mise en place d'une étude d'impacte sur la santé permettant d'évaluer les conséquences de l'intensification du trafic aérien d'une part et la venue de gros porteurs d'autre part.

Si les résultats de l'étude devaient s'avérer négatifs pour la population, nous souhaitons que l'on puisse retracer les zones d'expropriation autour de l'aéroport.

Sachant qu'une minorité de logements ont bénéficié d'une isolation permettant de ne pas dépasser les 45 DBL de nuit, la majorité de notre population aura donc à subir des nuisances inacceptables supplémentaires.

Le groupe ECOLO souhaite que le Conseil communal de ce jour décide de mandater ses représentants à la SOWAER afin de défendre les intérêts de la population concernée par les nuisances sonores en demandant :

- La mise en place d'une étude d'impact suite à la modification des fréquences de vols et l'arrivée d'avions gros porteurs ;
- La mise en application du décret sanction voté sous l'ancienne législature pour les compagnies qui ne respectent pas les règles ;
- La mise en place d'un véritable plan d'action permettant des avancées significatives sur les travaux d'insonorisation des logements.

- Enfin, notre groupe demande au Conseil communal d'examiner au plus vite des mesures de reclassement d'urgence prises pour les habitants des logements sociaux de la cité de Fontaine.

M. le Bourgmestre répond qu'en effet les travaux d'allongement ont été commencés et ne devraient plus être arrêtés. Il spécifie que les charges et plan de vols ne devraient pas être modifiés par ces travaux.

Il rappelle que le plan d'exposition au bruit a été réalisé en intégrant l'allongement de piste et la possibilité de vols supplémentaires. En cas de modification de la situation, il appartiendra au Gouvernement régional de prendre toutes les mesures utiles.

Il informe que la Commune n'a malheureusement pas de représentant au sein de la SOWAER et que les questions soulevées ne relèvent pas de la compétence de notre Assemblée mais doivent être plutôt envisagées au niveau des relais parlementaires régionaux.

M. FALCONE fait remarquer que tous les discours se veulent rassurant mais vu la situation critique il souligne qu'il serait intéressant de mesurer l'impact et de connaître les conséquences sur l'allongement de la piste : nouvelles compagnies, parking, ...

M. le Bourgmestre explique que l'on a déjà essayé d'obtenir la mise en place d'un système de sanctions. Le gros problème rencontré est que notre aéroport a deux formes de vie, à savoir civile et militaire. D'un côté, on a des procédures de vols strictes et de l'autre, le contrôle aérien militaire en journée où l'on dispache un peu les avions dans tous les sens. Il conviendrait d'uniformiser les procédures afin d'imposer les mêmes circuits et ainsi pouvoir contrôler le respect de celles-ci. Il exprime la nécessité de rester attentif à ce dossier.

Poursuivant, il concède que l'allongement de la piste devrait amener de nouvelles compagnies et créer de l'emploi. Il souhaite faire un constat à ce sujet puisque 4.000 emplois ont été créés sur le site en 10 ans.

M. le Bourgmestre intervient à présent sur la question de reclassement des habitants de Fontaine et signale qu'à ce niveau il n'y a pas péril en la demeure puisque les occupants ne sont et ne seront pas mis dehors. De plus, il informe l'Assemblée que la majorité des habitants ne souhaite pas déménager et que pour l'heure, pratiquement aucune demande de mutation n'a été enregistrée.

Il spécifie qu'à l'inverse, les habitants, surtout les personnes âgées, demandent plutôt jusqu'à quand ils pourront rester.

M. FALCONE souhaite savoir si on a rencontré ces personnes et si on leur a proposé quelque chose.

M. le Bourgmestre explique que dès qu'un logement sera vide, on ne le relouera pas et que nous essayerons de gérer au mieux la situation. Il exprime la volonté de ne pas créer la panique d'autant qu'il n'est pas prévu d'expropriation pour cause d'utilité publique avant une dizaine d'années.

POINT 11B : POINT D'URGENCE – ASSAINISSEMENT DES ANCIENS SANITAIRES DE L'ECOLE COMMUNALE JULIE ET MELISSA, IMPLANTATION DE LA RUE MEAN, AVEC READAPTATION DES LIEUX EN UN COIN REPAS – LOT I GROS-ŒUVRE – APPROBATION DU DOSSIER.

Après que l'urgence ait été admise, à l'unanimité, pour l'examen de ce point.

Le Conseil communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu sa délibération du 25 juin 2001 par laquelle il approuve le projet et l'estimation des travaux d'extension de l'école communale Julie & Melissa, implantation de la rue Méan, pour un montant de 186.567,27 € TVAC ;

Vu le courrier du 7 mai 2007 par lequel le Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces demande certaines modifications du projet et, notamment, la division de ce dernier en lots séparés ;

Vu dans cette optique, les projets présentés conjointement par la SPRLU FRANCK Daniel et la SCRL BICE ;

Attendu que le coût estimatif global des travaux est de 493.661,30 € TVAC ;

Attendu qu'il convient dès lors d'approuver les différents lots du dossier ;
Sur proposition du Collège communal ;
A l'unanimité ;

APPROUVE tel que dressé le 30 avril 2008 par la SPRLU FRANCK Daniel, de 4460 GRACE-HOLLOGNE, le projet d'extension et de rénovation de l'école communale Julie & Melissa, implantation de la rue Méan, Lot I – Gros-œuvre, au montant de 311.268,73 € TVAC.

SOLLICITE des autorités supérieures l'octroi des subsides prévus pour de tels travaux.

CHARGE le Collège communal de poursuivre l'exécution de la présente résolution et de prendre les dispositions budgétaires en temps opportun.

POINT 11C. : POINT D'URGENCE – ASSAINISSEMENT DES ANCIENS SANITAIRES DE L'ECOLE COMMUNALE JULIE ET MELISSA, IMPLANTATION DE LA RUE MEAN, AVEC READAPTATION DES LIEUX EN UN COIN REPAS – LOT II CHAUFFAGE, VENTILATION, SANITAIRE – APPROBATION DU DOSSIER.

Après que l'urgence ait été admise, à l'unanimité, pour l'examen de ce point.

Le Conseil communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu sa délibération du 25 juin 2001 par laquelle il approuve le projet et l'estimation des travaux d'extension de l'école communale Julie & Melissa, implantation de la rue Méan, pour un montant de 186.567,27 € TVAC ;

Vu le courrier du 7 mai 2007 par lequel le Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces demande certaines modifications du projet et, notamment, la division de ce dernier en lots séparés ;

Vu dans cette optique, les projets présentés conjointement par la SPRLU FRANCK Daniel et la SCRL BICE ;

Attendu que le coût estimatif global des travaux est de 493.661,30 € TVAC ;

Attendu qu'il convient dès lors d'approuver les différents lots du dossier ;

Sur proposition du Collège communal ;

A l'unanimité ;

APPROUVE tel que dressé le 27 mai 2008 par la SCRL BICE, de 4121 NEUPRE, le projet d'extension et de rénovation de l'école communale Julie & Melissa, implantation de la rue Méan, Lot II – Chauffage – Ventilation - Sanitaire, au montant de 162.944,34 € TVAC.

SOLLICITE des autorités supérieures l'octroi des subsides prévus pour de tels travaux.

CHARGE le Collège communal de poursuivre l'exécution de la présente résolution et de prendre les dispositions budgétaires en temps opportun.

POINT 11D. : POINT D'URGENCE – ASSAINISSEMENT DES ANCIENS SANITAIRES DE L'ECOLE COMMUNALE JULIE ET MELISSA, IMPLANTATION DE LA RUE MEAN, AVEC READAPTATION DES LIEUX EN UN COIN REPAS – LOT III ELECTRICITE – APPROBATION DU DOSSIER.

Après que l'urgence ait été admise, à l'unanimité, pour l'examen de ce point.

Le Conseil communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu sa délibération du 25 juin 2001 par laquelle il approuve le projet et l'estimation des travaux d'extension de l'école communale Julie & Melissa, implantation de la rue Méan, pour un montant de 186.567,27 € TVAC ;

Vu le courrier du 7 mai 2007 par lequel le Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces demande certaines modifications du projet et, notamment, la division de ce dernier en lots séparés ;

Vu dans cette optique, les projets présentés conjointement par la SPRLU FRANCK Daniel et la SCRL BICE ;

Attendu que le coût estimatif global des travaux est de 493.661,30 € TVAC ;

Attendu qu'il convient dès lors d'approuver les différents lots du dossier ;

Sur proposition du Collège communal ;

A l'unanimité ;

APPROUVE tel que dressé le 27 mai 2008 par la SCRL BICE, de 4121 Neupré, le projet d'extension et de rénovation de l'école communale Julie & Melissa, implantation de la rue Méan, lot III – Electricité générale, au montant de 19.448,25 € TVAC.

SOLLICITE des autorités supérieures l'octroi des subsides prévus pour de tels travaux.

CHARGE le Collège communal de poursuivre l'exécution de la présente résolution et de rendre les dispositions budgétaires en temps opportun.

POINT 11E. : POINR D'URGENCE – MARCHÉ RELATIF A LA CONSTRUCTION D'UN BASSIN D'ORAGE RUE DE LA SOURCE.

Après que l'urgence ait été admise, à l'unanimité, pour l'examen de ce point.

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, notamment ses articles L1122-30 et L1222-3 ;

Vu la délibération du 10 septembre 2007 par laquelle le Conseil communal arrête le programme triennal des investissements susceptibles d'être subventionnés par la Région wallonne pour la période 2007-2009 ;

Vu la dépêche du 27 novembre 2007, réf. IRS/62118/T2007-2009, par laquelle le Ministre des Affaires Intérieures et de la Fonction publique du Gouvernement wallon autorise l'introduction du dossier mentionné en objet pour l'année 2008 ;

Vu, dans cette optique, le projet dressé le 20 juin 2008 par le Service Technique Provincial, comprenant les plans terriers figurant le tracé des travaux envisagés ;

Vu le devis estimatif des travaux arrêtés au montant de 333.184,39 € T.V.A. comprise ;

Considérant que les subsides prévus pour ce genre de dossier pourraient être de l'ordre de 60 % ; que la part communale s'élèverait dès lors à 133.273,76 € T.V.A. comprise. ;

Considérant qu'il s'agit de travaux d'utilité publique ; que des emprises pourraient être envisagées pour cause d'utilité publique ;

Considérant qu'un crédit de 363.000 € est inscrit à l'article 87700/732-53 du service extraordinaire du budget communal pour l'exercice 2008 ;

Sur proposition du Collège communal ;

A l'unanimité ;

APPROUVE, tel que dressé le 20 juin 2008, par le Service Technique Provincial, rue Darchis, 33, à 4000 LIEGE, le projet (cahier spécial des charges, devis estimatif et plans) relatif aux travaux de construction d'un bassin d'orage rue de la Source, pour un montant de 333.184,39 € T.V.A.

MARQUE SON ACCORD sur la prise en charge de la part communale dans le coût des travaux, soit 133.273,76 € TVAC.

DECIDE :

- d'attribuer le marché par voie d'adjudication publique ;
- d'acquérir, de gré a gré ou au besoin par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique après l'accomplissement des formalités découlant de la loi du 27 mai 1870, les emprises nécessaires à l'exécution des travaux projetés ;
- de solliciter les subsides prévus pour la réalisation des travaux dont question ;

CHARGE le Collège communal de poursuivre l'exécution de la présente résolution.

INTERVENTION DE MEMBRES DE L'ASSEMBLEE SUR BASE D'UNE CORRESPONDANCE PREALABLE – DEBAT A L'ISSUE DE LA SEANCE PUBLIQUE.

CORRESPONDANCE DU 26.06.2008 DE M^{ME} PIRMOLIN, POUR LE GROUPE CDH

1/ Mme PIRMOLIN donne lecture du point 1 de sa correspondance relatif à la situation de la Poste de Grâce-Hollogne :

La poste a de nouveau prévu la suppression de nombreux bureaux de poste et on annonce celle du bureau de Hollogne. Si cette information est malheureusement confirmée, la situation sera assez dramatique avec un seul bureau de poste pour une Commune de 22.000 habitants. De plus, ce seul bureau de poste sera tout à fait excentré pour une majorité de citoyens et difficilement accessible pour les personnes sans véhicule. Les « points poste » rendent un certain nombre de services mais pas tous ceux d'un véritable bureau de poste. Nous demandons dès lors de mettre en œuvre tous les moyens possibles afin d'éviter cette nouvelle suppression et d'en informer le Conseil.

M. le Bourgmestre répond qu'il est question d'une situation totalement anormale d'autant plus que nous avons dans le passé 6 bureaux de poste sur le territoire et qu'aujourd'hui on supprime un des deux derniers. L'ouverture de deux nouveaux points poste ne constitue pas une mesure suffisante.

Dès lors, il convient en effet de réagir. Il propose d'écrire au Ministre compétent ainsi qu'aux responsables de la Poste.

Malheureusement, il informe l'Assemblée que le contrat de gestion stipule l'obligation pour la poste de maintenir un bureau par commune. Nous allons réagir comme par le passé même si la réaction sera très probablement négative.

M. PIRMOLIN souhaite savoir sur quels critères la Poste s'est basée pour choisir lequel fermer.

M. le Bourgmestre ignore ces critères, il suppose que c'est pour des raisons de coût de fonctionnement, le bureau du quartier du Berleur étant en effet nettement plus petit.

Mme PIRMOLIN demande si un point plus central ne pourrait pas être demandé.

M. le Bourgmestre propose de poser ces questions dans les courriers qui seront envoyés.

A l'unanimité, il est décidé d'écrire au Ministre compétent ainsi qu'aux responsables de La Poste.

2/ Mme PIRMOLIN donne lecture du point 2 de sa correspondance relatif aux pluies torrentielles du 29.05.2008 :

La région liégeoise et, particulièrement notre commune, a connu le jeudi 29 mai des pluies torrentielles.

Pouvez-vous communiquer au Conseil les informations suivantes :

- quels sont les quartiers qui ont été les plus touchés ?
- les services communaux ont-ils été sollicités par les habitants ?
- combien de dossiers ont été rentrés afin d'être reconnus par le fonds des calamités ?

M. VALLEE prend la parole et expose :

L'intensité et la répétition des orages du 29 mai dernier ont entraîné une saturation du réseau d'égouttage et de certains ouvrages d'art associés à ce dernier (bassins d'orage). En effet, l'intensité de ces orages et la durée de ceux-ci dépassaient largement les valeurs communément utilisées pour dimensionner les réseaux d'égouttage (données AIDE : 135 l/s/ha pendant 20 minutes soit 1,62 l/m² pendant ces 20 minutes). Selon les sources d'informations, les quantités d'eau qui se sont abattues sur la région ce jour là étaient, au minimum, 4 à 5 fois plus importantes. Les épisodes orageux ou pluvieux suivants (1^{ère} semaine de juin) ont dans certains cas, une nouvelle fois détérioré la situation.

L'ensemble des quartiers a dû subir la mise en charge du réseau d'égouttage à des degrés divers. Le service des Travaux est, notamment, intervenu aux endroits suivants :

- rue des Meuniers (effondrement du talus) ;
- rue Toutes Voies (nettoyage de la voirie) ;

- rue Champ pillé (nettoyage de la voirie) ;
- rue Busquet et Thier St-Léonard (bassins d'orage).

D'autres interventions « mineures » ont été réalisées (curage d'avaloirs, ...) ainsi que l'évacuation des déchets (mobilier, électroménagers, ...), à la demande du citoyen.

Suite aux intempéries de début juin, nous avons également sollicité l'intervention de la Protection civile (vidange du Bassin d'orage rue Busquet et effondrement d'une berge rue Méan)

En réalité tous les quartiers ont été plus ou moins touchés et des travaux mineurs ont été réalisés à divers endroits.

M. le Bourgmestre expose quant à l'intervention du Fond des calamités que la Commune espère être reconnue comme zone sinistrée. Le service social communal qui gère la cellule « calamité » a fait distribuer un « toutes-boîtes » demandant aux citoyens de réagir au plus vite et actuellement 200 réactions ont été enregistrées. Il précise qu'il convient de voir dans ces chiffres les personnes les plus touchées.

Mme ANDRIANNE souhaite savoir ce qu'il a été prévu dans le cadre des éboulements de la rue des Meuniers.

M. VALLEE informe que l'évacuation a été faite.

M. le Bourgmestre précise que le Collège communal a demandé au propriétaire qu'il réagisse et prenne des mesures. Il a été constaté que les problèmes se situaient régulièrement au niveau des champs et il conviendra de voir s'il ne serait pas opportun de demander à ce que soient posés des drains.

Mme ANDRIANNE souhaite savoir si la Commune peut aider les personnes seules chez elles.

Melle MAES et M. VALLEE répondent que les services sociaux sont ponctuellement intervenus car le service des Travaux était déjà sur le terrain.

M. ALBERT souhaite être informé de la situation en dessous du pont d'autoroute rue Paul Janson et pour combien de temps la rue sera fermée à la circulation.

Il souhaite également savoir à quelle commune appartient l'égout situé au niveau du rond point rue Paul Janson après le pont susvisé car un égout est bouché en permanence. Il voudrait que les communes se mettent d'accord pour éviter qu'il y ait 80 cm d'eau dès qu'il pleut.

M. le Bourgmestre signale que les travaux devraient se terminer dans 3 semaines et que l'avaloir quant à lui est situé sur Seraing.

M. ALBERT demande s'il n'est pas possible d'agir quand même.

M. le Bourgmestre spécifie que le problème est plus complexe qu'un simple avaloir bouché car l'égout est probablement cassé.

Il est décidé de prévenir Seraing.

INTERPELLATIONS DE MEMBRES DE L'ASSEMBLEE EN MATIERES DIVERSES – DEBAT A L'ISSUE DE LA SEANCE PUBLIQUE.

1/ **Mme CAROTA** demande ce que l'on a fait pour la fête de la musique et où.

Melle MAES répond qu'on ne l'a pas fait. Il y a eu d'autres manifestations sur l'entité mais pas communales.

2/ **M. ALBERT** s'étonne de ne pas avoir été invité pour la cérémonie de remise des diplômes dans l'enseignement primaire.

Melle MAES s'excuse car effectivement il s'agit d'un oubli cette année, aucune personnalité politique n'a été invitée.

MONSIEUR LE PRESIDENT DECLARE LA SEANCE A HUIS CLOS

.....

MONSIEUR LE PRESIDENT DECLARE LA SEANCE A NOUVEAU PUBLIQUE

POINT 17 : FIXATION DU CAUTIONNEMENT DU RECEVEUR COMMUNAL.

Le Conseil communal,

Vu sa résolution de ce jour par laquelle il désigne M. SCHULZ Patrick en qualité de Receveur communal ;

Vu les dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et, notamment, ses articles L 1124-6, L 1124-25, L 1124-26, L 1124-27, L 1124-28 et L 1124-29 ;

Vu, tel que modifié, l'Arrêté royal du 23 décembre 1976 fixant les montants minimum et maximum du cautionnement à fournir par le Receveur communal local, notamment, son article 1^{er}, 3^o ;

Attendu que la Commune de Grâce-Hollogne est classée dans la catégorie de 20.001 à 50.000 habitants ;

A l'unanimité ;

FIXE le montant du cautionnement à 18.592,01 €.

Le cautionnement pourra être constitué en numéraire, en titres ou sous la forme d'une ou de plusieurs hypothèques.

DECIDE, d'une part, que ce cautionnement devra être constitué dans un délai de deux mois à dater de l'entrée en fonction de l'intéressé et, d'autre part, qu'il pourra être remplacé par la caution solidaire d'une association agréée par arrêté du Gouvernement.

POINT 17 BIS : POINT D'URGENCE - PRISE DE COURS DE LA NOMINATION DU SECRETAIRE COMMUNAL A TITRE DEFINITIF.

Après que l'urgence ait été admise, à l'unanimité, pour l'examen de ce point.

Le Conseil communal,

Vu sa délibération du 25 février 2008 par laquelle il procède à la nomination par promotion de M. Stéphane NAPORA en qualité de Secrétaire communal à titre définitif et précise que sa nomination prendra cours le jour du mois suivant celui de sa prestation de serment en cette qualité ;

Vu sa délibération de ce jour par laquelle il procède à la nomination du Receveur communal et précise que cette nomination prendra cours le jour de la prestation de serment du Receveur communal ;

Considérant que la prise de cours de la nomination du Secrétaire communal le premier jour du mois suivant celui de sa prestation de serment aboutirait à ce que l'Administration ne dispose d'aucun Secrétaire communal à titre définitif mais de deux Secrétaires communaux faisant fonctions ce, dans la mesure où les prestations de serment du Secrétaire et du Receveur communal prennent place lors de la même séance ; que cette situation présenterait au surplus certaines difficultés juridiques ;

Que cette prise de cours aurait en outre pour conséquence d'empêcher l'Administration de pouvoir bénéficier des deux grades légaux susnommés à titre définitif de manière simultanée ;

Qu'il est dès lors judicieux de faire prendre cours la nomination du Secrétaire communal au jour de sa prestation de serment parallèlement à celle du Receveur communal ;

A l'unanimité ;

ARRETE :

Article 1 : La nomination de M. Stéphane NAPORA en qualité de Secrétaire communal à titre définitif prendra cours le jour de sa prestation de serment.

Après examen de tous les points inscrits à l'ordre du jour de la séance, Monsieur le Bourgmestre intervient afin de remercier et féliciter le Secrétaire communal, M. Jean-Marie

LERUITTE, pour l'ensemble de sa carrière. Notre Secrétaire communal a vécu une dernière journée d'activité exceptionnelle puisqu'il a assuré ce jour le secrétariat de son dernier Collège et de son dernier Conseil communal.

A l'invitation de Monsieur le Bourgmestre, Monsieur LERUITTE prend à son tour la parole afin de remercier les Conseillers communaux de leur confiance et rappeler les grandes satisfactions que sa longue carrière communale lui a apportées.

Monsieur LERUITTE propose à l'assistance de partager le verre de l'amitié.

MONSIEUR LE PRESIDENT LEVE LA SEANCE